

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION****Séance du mercredi 10 juillet 2024**

Nombre de membres en exercice : 23  
Nombre de présents : 15  
Nombre de votants : 19

Date de la convocation : 01 juillet 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix juillet à neuf heures trente, les membres du Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Madame Mariane LUQUÉ.

**Présents :**

Madame Catherine BOUTINEAU	Madame Béatrice ORTEGA
Madame Monique CHARRIER	Monsieur Joël PAPINEAU
Madame Martine FOUGEROUX	Madame Patricia PARIS
Madame Béatrice GARLANDIER	Monsieur Jean-Marie PETIT
Madame Marie-Thérèse GRANDILLON	Madame Michelle PIVETEAU
Monsieur Raymond HERISSON	Monsieur Guy PROTEAU
Madame Sophie LESORT-PAJOT	Monsieur François SERVENT
Madame Mariane LUQUÉ	

**Absents excusés :**

Madame Claude BALLOTEAU	pouvoir à M. Jean-Marie PETIT
Monsieur Patrice BROUHARD	pouvoir à Mme Sophie LESORT-PAJOT
Madame Ghislaine JOUANNET	pouvoir à Mme Béatrice ORTEGA
Madame Frédérique LIEVRE	pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ
Madame Clarice CHEVALIER	

**Absents :**

Monsieur Alexandre GUICHARD  
Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU  
Madame Karine TOBI

**Secrétaire de séance :** Madame Sophie LESORT-PAJOT**Durée d'amortissement des immobilisations – M57*****Finances***

L'amortissement consiste dans l'étalement, sur la durée probable d'utilisation, de la valeur du bien amortissable. Cette technique permet de répartir le coût des immobilisations sur leur rythme d'utilisation. L'objectif consiste à assurer le renouvellement des immobilisations : il représente une charge sur la section de fonctionnement et un produit sur la section d'investissement.

Il est proposé de :

- Fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les durées d'amortissement par catégories de biens, figurant ci-après ;

- Décider d'appliquer la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations acquises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, à partir de la mise en service ou de paiement de la facture ;
- Préciser que les subventions d'équipement enregistrées en recettes de la section d'investissement seront reprises sur la durée d'amortissement du bien qu'elles auront contribué à financer ;
- Fixer le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT) à 1 000 euros ;
- Autoriser la sortie des biens de faible valeur totalement amortis ;

Imputation	Désignation	Durée d'amortissement
202	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10
2031	Frais d'études	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion	5
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques,	2
2121	Agencements et aménagements de terrains : Plantations d'arbres et d'arbustes	20
21321	Bâtiments privés : Immeubles de rapport	30
21351	Installations générales, agencements, aménagements des constructions : Bâtiments publics	20
21352	Installations générales, agencements, aménagements des constructions : Bâtiments privés	20
2138	Autres constructions	25
2141	Constructions sur sol d'autrui : Bâtiments publics	30
2142	Constructions sur sol d'autrui : Immeubles de rapport	30
2145	Construction sur sol d'autrui : Installations générales, agencements, aménagements	6
21568	Autres matériels et outillages d'incendie et de défense civile	10
215731	Matériels roulants de voirie	10
215738	Autres matériels et outillages de voirie	10
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques :	10
21612	Biens historiques et culturels immobiliers	20
2181	Autres immobilisations corporelles :	20
21828	Véhicules	10
21831	Matériels informatiques scolaires	5
21838	Autres matériels informatiques	5
21841	Matériels de bureau et mobilier scolaires	15
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	15
2185	Matériels de téléphonie	3
2188	Autres immobilisations corporelles	10

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant l'article R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes et de leurs groupements ;

Considérant les instructions budgétaires et comptables M57 ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente et après en avoir délibéré.

**DECIDE**

- De fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les durées d'amortissement par catégories de biens, telles que figurant dans le tableau ci-dessus ;
- D'appliquer la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations acquises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, à partir de la mise en service ou de paiement de la facture ;
- De préciser que les subventions d'équipement enregistrées en recettes de la section d'investissement seront reprises sur la durée d'amortissement du bien qu'elles auront contribué à financer ;
- De fixer le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT) à 1 000 euros ;
- D'autoriser la sortie des biens de faible valeur totalement amortis ;
- D'autoriser le Président ou son délégataire à signer toute pièce nécessaire à son exécution.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance  
Sophie LESORT-PAJOT



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.*